



**Rives méditerranéennes**

**1 | 1998**  
**Partis, pouvoir local...**

---

## Partis, factions, lignées et pouvoir local

Introduction

**Christine Peyrard**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/141>  
ISBN : 978-2-8218-0000-7  
ISSN : 2119-4696

### Éditeur

TELEMME - UMR 6570

### Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 1998  
Pagination : 19-23  
ISSN : 2103-4001

### Référence électronique

Christine Peyrard, « Partis, factions, lignées et pouvoir local », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 1 | 1998, mis en ligne le 01 juillet 2004, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/141>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# Partis, factions, lignées et pouvoir local

## Introduction

Christine Peyrard

---

- 1 Au delà de notre plaisir à écouter les auteurs invités à cette journée d'études, il convient d'explicitier la démarche qui a été la nôtre dans le cadre du programme « Souveraineté et pouvoir local » de l'UMR. Notre démarche, c'est-à-dire celle des chercheurs médiévistes, modernistes et contemporanéistes qui travaillent depuis trois ans à saisir les différentes facettes de ce vaste sujet. De ce travail collectif, je ne suis ni responsable de parti, ni chef de faction, ni descendant d'une lignée, simplement membre d'une équipe qui pratique la démocratie directe et c'est, en quelque sorte, le tirage au sort qui me vaut la charge, l'honneur et le plaisir de présenter cette journée.
- 2 En proposant ce thème de « partis, factions, lignées et pouvoir local », nous avons voulu approfondir une de nos séances, consacrée aux « clientèles et au clientélisme politique » dans une aire géographique, les pays méditerranéens, qui plus que d'autres, peut-être, et plus tôt que d'autres assurément, ont été marqués par une vieille expérience de luttes, de pratiques et d'expériences politiques.
- 3 La dimension de la longue durée pluriséculaire de notre programme de recherche nous incite à mettre à jour des permanences de pratiques et de comportements dont les types de patronage et de clientèle fournissent, évidemment, un exemple classique. Pour autant, nous ne négligeons pas l'inventaire des formes du pouvoir local, dans leur diversité et leur variation selon les lieux et les époques. Notre dernière séance a été, ainsi, consacrée aux « comités », aux pouvoirs locaux institués sous formes de comités dans des périodes de remise en cause des pouvoirs traditionnels, que ce soit pendant la Révolution française avec les comités de surveillance à l'échelon des communes ou pendant la dernière guerre avec les comités de libération à l'échelle départementale. L'événement politique qui bouleverse les rapports politiques, invente et expérimente de nouvelles structures de pouvoir n'est évidemment pas absent de nos préoccupations; mais, à travers des situations politiques très différentes, ce sont aussi les mécanismes de fonctionnement du pouvoir, des différents pouvoirs, qui nous intéressent. Autrement dit, notre travail de

recherche collective sur le pouvoir local s'insère dans une investigation plus large, celle qui considère l'histoire comme une science sociale, et qui nous conduit aux phénomènes de socialisation des idées politiques.

- 4 C'est ainsi que la question des « partis, factions et lignées » s'est posée à nous : une question, qui, nous semble-t-il, est encore peu étudiée en tant que telle par les historiens même si ces notions ou concepts sont fréquemment utilisés dans des études de cas. Le but de la journée c'est finalement de nous apprendre si cette approche de l'histoire politique en termes de réseaux, qu'ils soient partisans ou factieux, lignagers ou familiaux, est pertinente ou pas, ou bien pertinente à un certain niveau et lequel?
- 5 Il est évident que cette problématique s'inscrit dans tout un courant de recherche où s'investissent notamment des anthropologues, ethnologues, sociologues et politistes qui trouvent stimulante la notion de réseaux. En descendant du cadre institutionnel vers les réalités de terrain, les unités de mesure qui sont privilégiées sont les groupes sociaux et les relations qui existent entre les acteurs du jeu politique : réseaux de voisinage, de parenté, d'appartenance religieuse, de solidarité coutumière ou encore de mémoire politique. Le principal mérite de cette approche est de réévaluer l'acteur, au centre du réseau d'alliances familiales, d'adeptes et de partisans, et de mettre en relief les stratégies employées comme les liens multiples qui peuvent se nouer et que dévoile une micro-analyse. Pour tout un courant de pensée qui privilégie une approche individualiste du social, la notion de réseau est un instrument d'analyse adéquat, fonctionnel et volontiers exclusif. Or l'historien ne peut négliger des réalités historiques plus massives (sociétés d'ordres ou de classes, natures des régimes politiques, conditions de la citoyenneté, etc.) et est plus réceptif à une analyse dialectique entre les grandes instances qui structurent la vie politique à une époque et dans un lieu donné et les groupes sociaux ou les individus qui participent au jeu du pouvoir local. Donc, sans chercher à faire de l'existence de réseaux la nouvelle histoire du pouvoir local, nous sommes confrontés à plusieurs problèmes concrets. J'en soulèverai trois et d'autres, sans doute, naîtront des communications et des débats.

## La question des formes de la politisation dans la longue durée

- 6 Le parcours que nous allons faire aujourd'hui, du XVe au XIXe siècle, nous amène à poser le problème des formes de la politisation dans des sociétés extrêmement diverses. Lorsque la division politique dans le champ du pouvoir n'est pas basée sur les critères nettement idéologiques et n'oppose pas des partis constitués à l'échelon national, voire international, comment le politique s'esquisse-t-il? comment s'exprime une forme de souveraineté? à travers quels vecteurs? à partir de quelles médiations? comment l'individu le citoyen de Genève ou d'ailleurs peut-il se définir dans le cadre de la communauté à laquelle il appartient? L'historienne de l'époque révolutionnaire ne peut ignorer que c'est dans une société d'ordres et dans le cadre d'un régime absolutiste que s'est formée la génération de 1789 : d'où la question des formes complexes de la transition de l'ancien au nouveau régime. Question qui n'est pas limitée à la charnière de 1789 pour la France mais qui intéresse aussi les historiens du temps présent.

## Le poids des mentalités traditionnelles en dépit de la modernisation de la vie politique

- 7 Quelles que soient les différences entre le Moyen Âge et l'après Révolution française, quelles que soient les spécificités des périodes que nous étudions et qu'il ne s'agit pas d'ignorer, il y a malgré tout des continuités. Ce que nous montreront, peut-être, les intervenants de l'après-midi, c'est le poids des mentalités traditionnelles dans une société française issue de la Révolution, dans une société incontestablement révolutionnée dans ses bases sociales et héritière, en théorie, d'une autre conception de la politique, d'une conception citoyenne de la souveraineté (peut-être pas tout à fait chez les Blancs du Midi de la rive gauche et de la rive droite... du Rhône évidemment, dans le Var et le Gard plus précisément). Les contemporanéistes me rétorqueront, sans doute, que la vraie coupure dans l'histoire politique, ce n'est pas 1789, mais c'est 1848 avec l'instauration du suffrage universel en France, du moins pour les hommes, à moins que ce ne soit 1830 et les nouvelles lois électorales de la Monarchie de Juillet qui favorisèrent la politisation de masse à l'échelon local précisément. Car, finalement, n'y a-t-il pas, malgré tout, de politique que locale? Le milieu local n'est-il pas le lieu où s'incarnent des options nationales, où elles s'expriment et se manifestent de façon concrète? Le pouvoir local ne reste-t-il pas le lieu privilégié d'étude des phénomènes claniques où les changements politiques majeurs restent peu perceptibles dans le vécu des acteurs?

## Les termes de lignée, faction et parti ne privilégient-ils pas une classe politique constituée et ne participent-ils pas à la construction d'une histoire immobile, où rien ne change?

- 8 D'abord, l'existence d'une classe politique, d'un groupe d'hommes qui occupe des positions de pouvoir et se perpétue au pouvoir, est une notion violemment contestée par les révolutionnaires de 1789. Rappelons que les Constituants se sont déclarés inéligibles à l'Assemblée Législative et que la révolution s'achève lorsque les thermidoriens se perpétuent au pouvoir par le décret des deux-tiers.
- 9 Ensuite, ces termes de « lignée, parti et faction » ont tous une acception péjorative sous la Révolution et posent problème : du lignage noble aux grandes familles, y compris républicaines, nous privilégions les élites et délaissons ce que Maurice Agulhon appelait « la descente de la politique vers les masses » ou ce qu'on appelle aujourd'hui les phénomènes d'acculturation politique. La faction était ce qui désagrégeait l'unité du Tiers-État, l'unité nationale, le consensus politique. L'idée admise beaucoup plus tardivement que le pluralisme politique implique la reconnaissance des partis politiques et les conditions de leur existence concrète est une longue histoire qui, d'ailleurs, n'a pas empêché que le mot de parti reste « mal famé », selon l'expression de R. Huard dans son livre consacré à *La naissance du parti politique en France*.
- 10 Enfin, la rotation rapide des chefs d'opinion et l'usure des militants en période révolutionnaire posent le problème de la permanence d'une classe politique. N'y a-t-il pas le risque d'instrumentaliser, aussi, l'acteur du jeu politique en l'embrigadant dans une faction ou un parti?

- 11 Bref, est-ce que les notions de « lignée, faction, parti » sont toujours pertinentes? Permettent-elles de rendre compte de tous les comportements politiques, notamment, populaires? Est-ce que notre réflexion sur des phénomènes sociaux le parti, la faction, le lignage qu'une approche trop institutionnelle de l'histoire politique a eu tendance à occulter, ne masquerait pas, à son tour, la dynamique historique?
  - 12 Ce dernier point de réflexion a, évidemment, pour but de laisser la liberté de parole à nos invités et de les inciter, éventuellement, à contester le cadre que nous leur avons proposé. Je crois que la variété des contributions nourrira, de toutes façons, le débat que nous souhaitons.
- 

## INDEX

**Index chronologique** : Moyen Âge, XIXe siècle, XXe siècle

**Index géographique** : France

**Mots-clés** : élites, histoire, noblesse, partis, pouvoir

## AUTEUR

### CHRISTINE PEYRARD

Christine Peyrard est professeur d'histoire moderne à l'Université de Provence et mène ses recherches au sein de l'UMR TELEMME.